

Écrit par Bernard Comoli



Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

AYA Info - No 42

Genève, le 27 septembre 2009

"AYA Info" peut être consulté sur les sites Internet :
<http://www.terrabrasilis.ch> et <http://www.humanitaire.ws>

Croissance démographique en Amazonie légale

Le 14 août dernier, l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE) a publié une estimation de la population résidente du pays au 1er juillet 2009. En un an, la population de l'Amazonie légale a augmenté de 1,3 %, passant de 24'405'955 à 24'728'438 habitants, soit une progression de 322'483 personnes. Deux villes de cette région ont une population supérieure au million d'habitants : Belém, la capitale de l'État du Pará, avec 1'437'600 habitants, et Manaus, la capitale de l'État d'Amazonas, avec 1'738'641 habitants. La concentration de la population dans les centres urbains est particulièrement marquée en Amazonie. Ainsi, l'État d'Amazonas, le plus vaste du Brésil (1'570'745 km²), compte plus de la moitié de ses 3'393'369 habitants dans sa capitale. En dehors de Manaus, la densité démographique est faible : un peu plus d'un habitant au km². Elle est particulièrement faible dans les deux municipalités où le Service de Coopération avec le peuple Yanomami – SECOYA (le partenaire de AYA), développe son activité : Barcelos qui compte 25'410 habitants sur un territoire de 122'476 km², soit 0,2 hab/km²; et Santa Isabel do Rio Negro avec 18'506 habitants pour un territoire de 62'846 km², soit 0,29 hab/km². L'Amazonie légale est constituée des États suivants : Acre, Amapá, Amazonas, Maranhão, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima et Tocantins. Avec un peu plus de 5 millions de km², elle représente 60% de l'étendue du Brésil (8,5 millions de km²), et 13 % de la population du pays estimée, elle, à 191,5 millions d'habitants pour 189,6 millions un an auparavant, soit une augmentation annuelle de 1 %.

Pour en savoir plus (en portugais) :
<http://www.amazonia.org.br/noticias/noticia.cfm?id=324686> et
<http://www.ibge.gov.br/home/estatistica/populacao/estimativa2009/estimativa.shtm>

Lula, en visite dans le Roraima, rencontre les indiens

Le 14 septembre, Lula a fait sa première visite présidentielle dans l'État de Roraima, le plus septentrional du Brésil, à la frontière avec le Venezuela et la Guyana. Aux élections de 2002, 65,5% des électeurs de l'État de Roraima avaient voté en sa faveur. Mais au scrutin de 2006, pour son deuxième mandat, il n'a recueilli que 38,5% des suffrages. C'était après la signature, en avril 2005, du décret présidentiel d'homologation de la Terre Indigène Raposa Serra do Sol (TI RSS). Une homologation à laquelle était hostile une grande partie de la classe politique de cet État. Lula est venu à Boa Vista, la capitale, pour rappeler l'inauguration du terminal de l'aéroport international. Il a également signé plusieurs actes relatifs au financement par l'État fédéral d'opérations concernant l'État et des municipalités de Roraima. Il est allé dans la localité frontalière de Bonfim (à l'Est de l'État), où il a rencontré le président guyanien Barrat Jagdeo avec lequel il a discuté de l'établissement d'accords bilatéraux et inauguré le pont sur le rio Tacutu qui sépare les deux pays. Avant son retour à Brasília, Lula a rencontré les leaders indigènes de Roraima, notamment le coordinateur du Conseil Indigène de Roraima (CIR), Dionito José de Sousa et Davi Kopenawa, président de Hutukara Associação Yanomami (HAY). Ce dernier a remis un document à Lula dans lequel il rappelle les préoccupations des Yanomami : l'autonomie des Districts sanitaires spéciaux indigènes, le retrait des non indiens et des garimpeiros de la Terre Indigène Yanomami, l'éducation et le rôle des chefs de postes de la  Funai. Le document se termine par une réflexion sur le développement soutenable. Le coordinateur du CIR a remercié chaleureusement "tio* Lula" pour avoir démarqué Raposa Serra do Sol. Il l'a invité à participer à la célébration du 5e anniversaire de l'homologation en avril 2010.

* "oncle" en français.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.cir.org.br/noticias.php?id=634>, <http://www.secoya.org.br/> > Carta da HAY ao Presidente Lula et <http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=2953>

Les Suruí dénoncent l'activité des madeireiros

Le 24 août, les représentants de quatre organisations indigènes du peuple Suruí ont envoyé une lettre au ministre de la Justice, Tarso Genro, pour dénoncer l'activité des madeireiros (exploitants forestiers) qui agissent illégalement dans la Terre Indigène (TI) "Sete de Setembro" située sur les deux États de Rondônia et Mato Grosso: Au ministre, ils rappellent avoir demandé l'intervention de la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI) pour faire cesser cette activité en juillet déjà. "Nous n'arrivons pas à comprendre quels sont les véritables motifs qui empêchent les pouvoirs publics avec toutes les lois et la force de police de résoudre le problème de l'invasion de la TI Sete de Setembro une fois pour toutes". Les Suruí se sont réunis au début septembre à l'occasion du 40e anniversaire du premier contact avec l'homme blanc. Almir Suruí, le leader le plus connu de ce peuple*, a rappelé comment, la fin de l'isolement, a été désastreux. "Par les plus âgés, nous savons qu'avant le contact, nous étions plus de cinq mille, et trois ans plus tard nous étions deux cent cinquante à trois cents personnes." La grippe, la rougeole et la tuberculose furent les principales causes de décès. "Aujourd'hui, nous sommes 1'250 à 1'300 personnes dans vingt-quatre villages". Une exposition consacrée au peuple Paiter Suruí a été réalisée à Caocal, une localité de l'État de Rondônia.

* Voir AYA Info Nos [30](#) et [33](#).

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://rondoniadigital.com/?p=4671>,
<http://www.amazonia.org.br/noticias/noticia.cfm?id=325910> et
<http://www.globoamazonia.com/Amazonia/0.,MUL1294584-16052,00.html>

La COIAB et la Conférence sur le changement climatique

La Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne – COIAB a organisé, les 9 et 10 septembre, un séminaire sur les changements climatiques. Cette réunion est d'abord la manifestation de l'importance qu'attachent les peuples indigènes à ce phénomène, eux qui défendent l'environnement, ne provoquent pas la déforestation et protègent la biodiversité. Il s'agissait, pour les participants, de définir une position en vue des négociations qui auront lieu du 7 au 18 décembre 2009, à Copenhague, lors de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le changement climatique. Au terme de leur rencontre, ils ont publié un document qui reprend, en quatorze points, leurs préoccupations, revendications et propositions qu'ils soumettent aux négociateurs internationaux et brésiliens. Ainsi, par exemple, ils appellent les pays à respecter la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail et la Déclaration des droits des peuples autochtones de l'ONU. Ils soulignent l'importance du respect des droits territoriaux. Ils demandent la rémunération des services rendus par les peuples indigènes pour la préservation de l'environnement. Ils proposent que les pays développés et les pays émergents changent leur modèle de développement et de consommation et qu'ils réduisent de 40% leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.

Pour en savoir plus (en portugais) :
<http://www.coiab.com.br/coiab.php?dest=show&back=noticia&id=412&tipo=N&pagina=1>
<http://www.coiab.com.br/coiab.php?dest=show&back=index&id=419&tipo=N>

La conférence sur le climat (en français) : <http://fr.cop15.dk/climate+facts> et
<http://www.un.org/french/climatechange/index.shtml>

Des Guarani encore victimes de violences

Le 11 septembre, suite à une décision de la justice, les 36 familles Guarani Kaiowá de la communauté Laranjeira Nãnderu, dans la municipalité de Rio Brillante de l'État du Mato Grosso do Sul (MS), ont dû évacuer le terrain qu'ils occupaient dans une fazenda. Ils se sont installés dans des conditions précaires, au bord de la BR-163. Une route au trafic chargé. Dans la nuit du 14 au 15 septembre, les maisons et les quelques biens laissés par les indiens dans leur village ont été incendiés par des personnes non identifiées. Ils sont encore l'objet d'intimidations de la part des fazendeiros. À l'aube du 18 septembre, toujours dans l'État du Mato Grosso do Sul, un groupe d'une dizaine d'hommes a attaqué la communauté Guarani Kaiowá Apyka'y qui campe sous des abris

de fortune au bord d'une route, à proximité de la localité de Dourados (MS). Plusieurs abris ont été incendiés. Les indiens demandent la démarcation de leurs terres, toujours ralentie par des controverses juridiques, des lenteurs administratives et l'hostilité des fermiers. Des mouvements sociaux brésiliens et Survival International se mobilisent pour défendre les droits de ces indiens qui vivent dans un climat de violence depuis de nombreuses années. Le film de Marco Bechis "Birdwatchers/La Terre des hommes rouges" qui traite de la situation des Guarani Kaiowá devrait être présenté au prochain festival "Filmar en America Latina" qui aura lieu, en novembre, à Genève.

Voir "AYA Info" Nos [33](#), [34](#) et [35](#).

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.cimi.org.br/>, http://www.agenciabrasil.gov.br/grandes-reportagens/2009/09/03/grande_reportagem.2009-09-03.0000293691/view. En français, la campagne de Survival : <http://www.survivalfrance.org/actu/4953>

Bernard Comoli avec l'aide de Denise da Veiga Alves